

**DICTATURE
GOUVERNEMENTAL**

ECRIT PAR KEVIN MENAGE

La dictature est un modèle de gouvernement dans lequel tout le pouvoir appartient à un individu ou à une élite. Les régimes dictatoriaux partagent certaines caractéristiques des régimes totalitaires. Pour mieux le comprendre, découvrons les principales caractéristiques des dictatures.

Le terme dictature vient du latin *dictatura* (magistrature exceptionnelle qui attribuait

tous les pouvoirs à un seul homme) .

Un gouvernement de fait

Les dictatures sont des gouvernements de facto, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas reconnus dans le cadre juridique d'un État donné et, par conséquent, ne jouissent pas d'une légitimité politique. Cela peut se produire de deux manières :

À la suite d'un coup d'État ;

En raison de l'occupation illégale du gouvernement,

que ce soit face à un vide de pouvoir ou en tant que résistance à l'abandon du pouvoir.

Cela implique qu'un dirigeant démocratiquement élu peut devenir un dictateur si, une fois son mandat terminé, il résiste à la convocation d'élections libres et/ou à la cession du pouvoir.

Absence de séparation des pouvoirs

La séparation des pouvoirs n'existe pas dans les régimes

dictatoriaux. Elle est, soit éliminée ouvertement, soit bannie par le contrôle totalitaire de toutes ses instances.

Concentration de pouvoir aux mains d'une élite

Puisqu'il n'y a pas de séparation des pouvoirs dans la dictature, le pouvoir est totalement concentré sur le dictateur et une élite privilégiée qui traîne sous sa direction.

Non-respect de la loi

Les décisions dans les régimes dictatoriaux sont prises de manière arbitraire, ignorant ouvertement le cadre juridique et le principe de la séparation des pouvoirs. Le dictateur ou l'élite dirigeante agit dos à la loi ou adopte des lois accommodantes pour se perpétuer au pouvoir.

Suspension de l'État de droit

Dans un régime dictatorial, il n'y a pas d'État de droit, c'est-à-dire le respect du

principe selon lequel tous les sujets de la nation, y compris l'élite dirigeante, sont égaux devant la loi et doivent y répondre. Par conséquent, pour se maintenir dans le temps, les dictatures suspendent toutes sortes de garanties constitutionnelles, déclarées ou non.

Suppression ou manipulation des élections

Le dictateur et son élite s'attribuent la capacité d'interpréter les besoins du peuple ou simplement d'agir

en dehors de celui-ci. En ce sens, les élections sont supprimées ou manipulées pour garantir le maintien de l'élite dirigeant au pouvoir. C'est ce qui arrive dans les pays dans lesquels le gouvernement en place contrôle le conseil électoral.

Contrôle et censure des médias

Dans les régimes dictatoriaux, le gouvernement exerce un contrôle et une censure sur les médias, ce qui implique la

suppression de la liberté
d'opinion et de la presse.

Censure partis politiques

Dans les régimes
dictatoriaux, les partis
politiques sont considérés
comme des menaces, car ce
sont des formes
d'organisation et de
représentation populaire. Par
conséquent, les partis sont
souvent interdits et exercent
clandestinement leurs
activités. Dans les régimes
hybrides, les partis ne sont
pas interdits, mais ils sont

persécutés et intimidés, tel est le cas de la Russie.

Répression de l'opposition

Pour rester au pouvoir, les régimes dictatoriaux censurent toutes les formes d'opposition et perçoivent toute critique comme une menace à leur continuité. Par conséquent, dans les régimes dictatoriaux, la persécution politique, la torture et la disparition de citoyens sont monnaie courante.

Durée indéterminée du
gouvernement au pouvoir

Les régimes dictatoriaux ont
une durée indéfinie. En

~~d'autres termes, ils ne sont~~

pas conçus pour faire place à
une nouvelle génération

politique, mais plutôt pour
demeurer à l'exercice du

pouvoir le plus longtemps

possible. Pour cette raison,

les régimes dictatoriaux sont

souvent renversés par une

révolution armée ou civile.

Cependant, il y a eu des cas

dans l'histoire, dans lesquels

des dictatures sont sorties "pacifiquement" du pouvoir, mais elles ont souvent été soumises à la pression du secteur militaire ou populaire. Par exemple, la révolution des œillets au Portugal; et le cas du Burkina-Faso.

Depuis plusieurs années, la manière dont les peuples peuvent prévenir ou détruire les dictatures a été l'une de mes principales

préoccupations. Elle s'est en partie nourrie d'une confiance dans l'idée que les êtres humains ne doivent pas être dominés et détruits par de tels régimes. Cette foi a été renforcée par des lectures sur l'importance de la liberté humaine, sur la nature des dictatures (d'Aristote aux analyses du totalitarisme), et sur

l'Histoire des dictatures
(spécialement celle des
systèmes nazis et staliniens).

**Au fil des ans, j'ai eu
l'occasion de connaître des
gens qui ont vécu et souffert
sous le joug nazi, et qui ont
survécu aux camps de
concentration.** En Norvège,
j'ai rencontré des gens qui
ont résisté aux lois fascistes
et qui ont survécu, et j'ai

entendu l'histoire de ceux qui ont péri. J'ai parlé avec des juifs qui se sont échappés des griffes des nazis et avec des gens qui les y ont aidés.

Les connaissances relatives aux politiques de terreur des régimes communistes de plusieurs pays m'ont plus souvent été apportées par des livres que par des contacts personnels. **La**

**politique de terreur exercée
par ces systèmes m'apparaît
spécialement poignante,
étant donné que ces
politiques furent imposées au
nom de la libération de
l'oppression et de
l'exploitation.**

Au cours des dernières
décennies, lors de visites de
personnes venant de pays
dictatoriaux, comme le

Panama, la Pologne, le Chili, le Tibet, et la Birmanie, les réalités quotidiennes des dictatures devinrent pour moi plus prégnantes. Grâce à des Tibétains qui s'étaient battus contre l'agression de la Chine communiste, à des Russes qui avaient fait échouer le coup d'État de la ligne dure du parti en août 1991, et à des Thaïlandais qui

avaient fait obstacle de manière nonviolente au retour du régime militaire, j'ai acquis **de troublantes perspectives sur la nature insidieuse des dictatures.**

La conscience du caractère pathétique et outrageux des brutalités, en même temps que l'admiration pour le calme héroïsme de ces hommes et de ces femmes

incroyablement courageux,
furent parfois renforcées par
des visites sur place, là où les
dangers étaient encore
grands et où la défiance des
peuples déterminés
continuait : au Panama sous
Noriega ; à Vilnius en Lituanie
alors que le pays était soumis
à la répression soviétique.
Mais aussi à Pékin, place
Tienanmen durant

l'explosion festive de la liberté, jusqu'à l'entrée des premiers blindés dans cette nuit tragique ; et dans la jungle, au quartier général de l'opposition démocratique de Manerplaw en « Birmanie libérée ».

Quelquefois, j'ai visité des lieux de combats, comme la tour de la télévision et le cimetière à Vilnius, le jardin

public à Riga où des gens ont été fusillés, le centre de Ferrare au nord de l'Italie où les fascistes alignaient et abattaient les résistants, et à Manerplaw, un simple cimetière rempli de corps d'hommes morts beaucoup trop tôt. Il est triste de réaliser que toute dictature laisse un tel sillage sur son passage.

De ces considérations et de ces expériences monte l'espoir résolu que la prévention de la tyrannie est possible, que des combats victorieux contre des dictatures peuvent être menés sans massacres mutuels massifs, que des dictatures peuvent être détruites et qu'il est même possible d'empêcher que de

nouvelles ne renaissent des cendres de celles qui sont tombées.

J'ai tenté de réfléchir soigneusement aux **solutions les plus efficaces pour désintégrer les dictatures au moindre coût en termes de souffrances et de vies humaines.** Pour cela, j'ai, pendant plusieurs années, étudié et tiré les

enseignements des dictatures, des mouvements de résistance, des révolutions, de la pensée politique, des systèmes de gouvernement et porté une grande attention aux luttes nonviolentes réalistes.

Ce livre est le résultat. Je suis certain qu'il est loin d'être parfait. Mais peut-être offrira-t-il un guide pour assister à la

réflexion et à la planification de mouvements de libération qui deviendront ainsi plus puissants et plus efficaces.

Par nécessité et par choix délibéré, cet essai est centré sur la question fondamentale : **comment détruire une dictature et empêcher qu'une nouvelle ne vienne la remplacer ?** Je ne suis pas compétent pour produire

une analyse détaillée et des prescriptions concernant un pays en particulier. Cependant, **je souhaite que cette analyse générique puisse être utile à ceux qui, malheureusement en de trop nombreux pays, ont aujourd'hui à faire face aux réalités d'une dictature.** Ils pourront vérifier la validité de cette analyse pour les cas

particuliers et juger dans
quelle mesure ces
recommandations
s'appliquent à leur combat
de libération.

En écrivant cet essai, j'ai
contracté plusieurs dettes de
gratitude. **Bruce Jenkins,**
mon remarquable assistant, a
apporté une contribution
inestimable par son
identification des problèmes

de contenu et de
présentation, par d'incisives
recommandations pour une
présentation plus claire et
rigoureuse des idées difficiles
(spécialement sur la
stratégie), pour une
réorganisation structurelle et
des améliorations éditoriales.
Je dois aussi remercier
Stephen

Coady pour son assistance
éditoriale. Le **Dr.**

Christopher

Kruegler et **Robert Helvey**

ont offert des critiques et
avis très importants. Le **Dr.**

Hazel McFerson et le **Dr.**

Patricia Parkman m'ont
respectivement donné des

informations sur les luttes en

Afrique et en Amérique

latine. Bien que mon travail

ait grandement bénéficié de ces aides agréables et généreuses, ses analyses et ses conclusions restent de ma responsabilité.

Je ne prétends nulle part dans cet essai que défier des dictateurs soit une entreprise aisée et sans coûts. Toute forme de lutte a un coût et des complications, et combattre les dictateurs fait,

bien sûr, des victimes.
Cependant, **mon souhait est que cette analyse incite les dirigeants de mouvements de résistance à considérer des stratégies qui augmenteront leur efficacité en réduisant les pertes humaines.**

De même, cette analyse ne doit pas être interprétée comme l'affirmation que la

fin d'une dictature fait disparaître tous les autres problèmes. **La chute d'un régime ne mène pas à l'utopie.** En fait, elle ouvre la voie à des travaux difficiles et à des efforts soutenus pour construire une économie, des relations politiques et une société plus juste, et éradiquer les autres formes d'injustice et

d'oppression. Mon espoir est que ce bref examen de la manière de désintégrer une dictature puisse être utile partout où des peuples vivent dominés et désirent être libres.

Chapitre 1 : Faire face avec réalisme aux dictatures

Ces dernières années, différentes dictatures – d'origine nationale ou

installées par intervention étrangère – se sont effondrées face à une population défiante et mobilisée. Souvent considérées comme solidement ancrées et invincibles, certaines de ces dictatures se sont révélées incapables de résister à une défiance sociale, politique et

économique concertée par le peuple.

Grâce à des défis populaires principalement nonviolents, depuis 1980 des effondrements semblables se sont produits en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne, en RDA, en Tchécoslovaquie, en Slovénie, à Madagascar, au Mali, en Bolivie et aux

Philippines. **La résistance nonviolente a fait progresser la démocratie** au Népal, en Zambie, en Corée du Sud, au Chili, en Argentine, en Haïti, au Brésil, en Uruguay, au Malawi, en Thaïlande, en Bulgarie, en Hongrie, au Nigeria et dans différents pays de l'ancienne Union Soviétique – en jouant un rôle important dans la

défaite de la tentative de coup d'État d'août 1991.

De plus, **des mouvements de défiance politique massifs se sont développés** en Chine, en Birmanie et au Tibet ces dernières années. Bien que ces luttes n'aient pas mis fin aux dictatures en place ou aux occupations, elles ont exposé à la face du monde la nature répressive de ces

régimes et ont apporté aux populations une précieuse expérience de cette forme de lutte.

L'effondrement des dictatures dans les pays cités ci-dessus n'y a certainement pas éradiqué tous les autres problèmes : la misère, la criminalité, l'inefficacité bureaucratique et la destruction de

l'environnement, qui sont souvent l'héritage des régimes brutaux. Néanmoins, **la chute de ces dictatures a réduit au moins la souffrance des victimes de l'oppression et a ouvert le chemin vers la reconstruction de ces sociétés avec plus de démocratie politique, de**

liberté personnelle et de justice sociale.

Un problème persistant

Ces dernières décennies il y a certainement une **tendance vers plus de démocratie et de liberté dans le monde.**

Selon Freedom House, qui réalise chaque année une enquête sur l'état des droits politiques et des libertés civiles, le nombre de pays du

monde classés comme
« libres » a sensiblement
augmenté ces dernières
années.

Année Libres Partiellement libres Non libres

1983 55 76

64

1993 75 73

38

2009 89 62

42

Néanmoins, cette tendance positive est tempérée par le nombre important de peuples vivant encore sous le joug de tyrannies. En janvier 2009, 34 % des 6,7 milliards d'êtres humains vivaient dans des pays et des territoires indiqués « *non libres* », c'est-à-dire des régions où les droits politiques et les libertés

civiques sont limités à l'extrême. Les 42 pays de la catégorie « *non libres* » sont dirigés par une série de dictatures militaires (comme la Birmanie et le Soudan), des monarchies traditionnelles (comme l'Arabie saoudite et le Bhoutan), des partis politiques dominants (la Chine, la Corée du Nord), des occupants étrangers (comme

le Tibet et le Sahara occidental) ou se trouvent en état de transition.

De nombreux pays sont aujourd'hui sujets à des changements politiques, économiques et sociaux rapides. Même si le nombre de pays « *libres* » a augmenté ces dernières années, le risque est grand que plusieurs d'entre eux,

confrontés à ces changements rapides et fondamentaux, évoluent en direction inverse et se dirigent vers de nouvelles formes de dictatures. Des cliques militaires, des individus ambitieux, des officiels élus et des partis politiques doctrinaires chercheront inlassablement à imposer leur volonté. Les

coups d'État sont et resteront des événements courants. Les droits de l'Homme et les droits politiques continueront à être refusés à un grand nombre de personnes.

Malheureusement, le passé nous accompagne toujours. Le problème des dictatures est profond. Dans de nombreux pays, les gens ont

vécu des décennies et même des siècles d'oppression, qu'elle soit d'origine interne ou étrangère. Une soumission inconditionnelle aux symboles et aux détenteurs du pouvoir y a souvent été inculquée depuis longtemps. Dans des cas extrêmes, les institutions sociales, politiques, économiques et même

religieuses de la société – hors du contrôle de l'État – ont été délibérément affaiblies, subordonnées et même remplacées par de nouvelles institutions inféodées à l'État ou au parti en place afin de contrôler la société. La population a souvent été atomisée, c'est-à-dire transformée en une masse d'individus isolés,

incapables de travailler ensemble pour développer des libertés, une confiance mutuelle ou même de faire quoi que ce soit de leur propre initiative.

Le résultat est prévisible : la population s'affaiblit, n'a plus confiance en elle-même et se trouve incapable de résister. Les gens ont souvent trop peur de

partager leur haine de la dictature et leur soif de liberté, même en famille et entre amis. Ils sont terrifiés à l'idée même de résistance publique. À quoi cela servirait-il ? Au lieu de cela ils vivent une souffrance sans but et envisagent l'avenir sans espoir.

De nos jours, les conditions de la dictature peuvent être

encore pires que par le passé. Autrefois, des peuples pouvaient tenter de résister. De courtes protestations ou manifestations de masse pouvaient se produire. Des espoirs temporaires jaillissaient. Parfois des individus ou des petits groupes pouvaient avoir des gestes courageux bien qu'insuffisants, affirmant

certains principes ou simplement leur défiance. Si nobles que soient leurs motifs, ces actes de résistance ont souvent été insuffisants pour vaincre la crainte et l'habitude d'obéissance, ce qui serait un préalable nécessaire pour renverser la dictature. Hélas, ces gestes ont probablement augmenté le niveau de

souffrance plutôt que les possibilités de victoire ou même l'espérance.

La liberté par la violence ?

Que faire dans de telles circonstances ? Les solutions évidentes paraissent n'aboutir à rien. Les barrières légales et constitutionnelles, les décisions judiciaires et l'opinion publique sont généralement ignorées des

dictateurs. En réaction aux brutalités, à la torture, aux disparitions et aux meurtres, on a souvent conclu, de manière compréhensible, que seule la violence pouvait abattre une dictature. Les victimes en colère se sont parfois organisées pour combattre les dictateurs brutaux en ayant recours, envers et contre tout, à

n'importe quel pouvoir de nuisance violent, ou même à des moyens militaire. Ces gens se sont souvent battus courageusement, au prix de souffrances et de pertes humaines élevées. Leurs réussites furent parfois remarquables mais ils ont rarement obtenu la liberté. Les rebellions violentes peuvent déclencher une

répression brutale qui laisse fréquemment le peuple plus impuissant qu'auparavant.

Quelle que soit la valeur de l'option violente, une chose est certaine : **en plaçant sa confiance dans les moyens violents, on choisit le type même de lutte dans lequel les oppresseurs ont presque toujours la supériorité.** Les dictateurs sont équipés pour